



Dr. Olivier Buirette

## Le Monténégro, un nouvel enjeu entre l'Occident et la Russie ?

Le printemps 2017 aura été riche dans les Balkans avec notamment un changement marquant de président de la République en Serbie, ouvrant peut-être la voie à une normalisation de la marche de ce pays vers son adhésion à l'Union européenne. Mais, fin avril 2017, c'est le petit État du Monténégro (600 000 habitants) qui aura fait parler de lui avec son adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). À ce titre, le 19 mai fut une date très importante puisque le protocole d'intégration devait être signé ce jour-là au quartier Général de l'OTAN à Bruxelles. Approuvé avec enthousiasme par le président des États-Unis, Donald Trump, ce geste a été sévèrement condamné par la Russie dont on sait à quel point celle-ci cherche à rétablir son influence sur une partie de l'ex-bloc de l'Est et particulièrement dans les États de l'Ex-Yougoslavie. On se souviendra à ce sujet de l'opposition de Moscou à la création d'un Kosovo indépendant majoritairement albanais au début des années 2000 sans oublier pendant la guerre de dissolution de la Yougoslavie la grande popularité dont jouissait la Russie auprès de la Serbie.

Le Monténégro - qui, rappelons-le, présente un débouché maritime sur la côte de la mer Adriatique - complète ainsi la liste des autres États des Balkans qui ont adhéré à l'OTAN. En effet, on compte déjà comme membre, au sud de cet espace ex-yougoslave que l'on appelle désormais « Balkan de l'Ouest » : l'Albanie au sud (même si elle ne fut jamais intégrée dans la Yougoslavie), la Croatie et la Slovaquie au nord ; mais aussi, des États candidats : La Macédoine et la Bosnie Herzégovine. Seule la Serbie n'est pas encore candidate dans la région. À cela s'ajoute la Bulgarie qui, pour les Balkans orientaux, en est membre ; et enfin l'intégralité des autres pays membres de l'ex-bloc soviétique avec, du sud au nord, la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, la Pologne et les trois États baltes. L'Allemagne réunifiée ayant quant à elle absorbé l'ex-RDA.

Après un rapide coup d'œil sur cette carte, on comprend ainsi pourquoi les élargissements successifs de l'OTAN en Europe de l'Est ou dans les Balkans préoccupent toujours la Russie. N'avons-nous pas là la poursuite du processus engagé depuis la chute du mur de Berlin et ce que l'on a appelé la réunification de l'Europe ?

Le Monténégro, et plus particulièrement son président Dusko Markovic, était en tant que 29<sup>e</sup> membre de l'OTAN parmi les invités du sommet de Bruxelles le 29 mai dernier. Le président monténégrin posant fièrement aux côtés d'un Donald Trump pour lequel c'était la première manifestation de ce type.



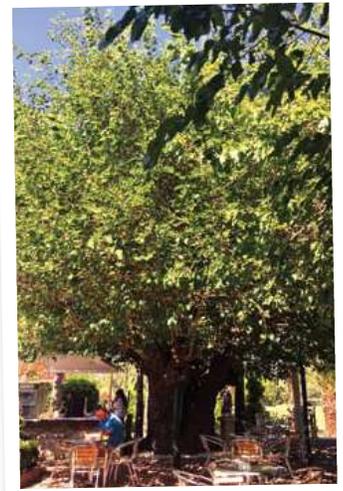
Mireille Sadège

Rédactrice en chef  
Docteur en histoire  
des relations  
internationales

C'est assise à l'ombre d'un mûrier de plus de 300 ans, à Bodrum, au bord de la mer d'Égée, que j'écris mon 148<sup>e</sup> éditorial. En 2008, mes parents s'y étaient installés avec plaisir. C'est sous ce même arbre que j'avais écrit en juin 2015 un article en hommage à Cüneyt Arcayürek : « Un observateur chevronné de la politique turque au cours d'une longue carrière journalistique de 68 ans. Père spirituel de nombreux journalistes, il a été et restera un modèle pour ses pairs ». Né en 1928, il a vécu la Seconde Guerre mondiale et a été au cœur de la vie politique turque durant et après la Guerre froide. Il a été ainsi témoin de la formation et de l'évolution de la politique extérieure turque avec le monde occidental. Le plan Marshall, signé le 5 juin 1947, avait scellé le destin des pays de l'Europe occidentale et des États-Unis et avait créé une entité souvent désignée par le terme « Occident » ou « le monde occidental ». Ainsi, les deux bords de l'Atlantique étaient liés économiquement, mais aussi militairement grâce à l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord). Soixante-dix ans après le plan

## Au fil des souvenirs à l'ombre du mûrier

Marshall, l'Occident est en proie aux désaccords et vit une crise d'une envergure inédite. L'élection de Donald Trump présageait des difficultés dans les relations entre le vieux continent et les États-Unis, mais nous étions loin d'envisager une crise de cette ampleur. À l'origine de cette situation, la position « America first » du président américain qui ne cesse d'adopter une attitude inconciliable, voire incompatible, avec les responsables européens, affichée notamment lors de sa tournée récente en Europe. Face à cela, Mme Merkel, la chancelière allemande déclare : « L'Europe ne peut plus se fier aux États-Unis, le vieux continent doit prendre son avenir en main et multiplier ses partenaires en se tournant vers l'Eurasie, notamment la Chine ». Enfin, le retrait annoncé par Donald Trump de l'accord de Paris a conduit à ce que de nombreux observateurs qualifient de « passage de G7 à G6 », autrement dit « la fin de l'Occident tel qu'on le connaissait ». De plus, la division et les divergences entre les puissances occidentales ont pour conséquences une perte d'efficacité des organisations telles que l'OTAN et les Nations Unies. Pour les experts politiques américains, cette situation ne peut qu'engendrer davantage d'incertitudes dans le monde.



Mais, pour d'autres, l'Europe peut faire face à ce choc grâce au couple Merkel-Macron.

À cet instant, je relève ma tête pour écouter le chant des cigales et le vent dans l'épais feuillage du mûrier. Je ne peux alors m'empêcher de penser à mes parents qui sont partis l'un après l'autre durant les étés 2015 et 2016...

## Un point sur la situation dans le Golfe

Le mois dernier, l'Arabie saoudite ainsi que les Émirats arabes unis, le Bahreïn et l'Égypte rompaient leurs relations avec le Qatar, l'accusant de soutenir le terrorisme. Apparues de façon soudaine, il convient d'analyser ces tensions et le positionnement de certains acteurs - dont la Turquie. Retour sur ce qui constitue la plus importante crise pour les États du Conseil de coopération du Golfe.



Le 5 juin dernier, Abu Dhabi, Manama, Le Caire et Riyad ont décidé d'isoler le gouvernement de Doha en l'accusant de soutenir des groupes terroristes et coupant leurs liens politiques et économiques avec ce dernier. Des accusations démenties côté qatari. En conséquence, plusieurs compagnies aériennes ont suspendu leurs vols en provenance ou à destination du Qatar. Dans plusieurs pays, les citoyens qataris ont dû s'en aller. Le Qatar a été exclu de la coalition arabe que les Saoudiens dirigent au Yémen. Une guerre médiatique fait rage entre Doha et Riyad. Un blocus a également été mis en place. C'est un coup dur pour ce pays qui importait 80 à 90% de ses denrées alimentaires de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Il s'est tout à coup retrouvé isolé dans cette aire géographique, bien plus encore que lors du précédent accrochage en 2014.

Comment comprendre cette crise ? Il se trouve que sur la scène régionale et en particulier le terrain diplomatique, le Qatar se démarque d'autres pays, notamment du Bahreïn et de l'Égypte tous deux liés à l'Arabie saoudite - satellite diplomatique pour le premier, dépendance financière pour le second. Qui plus est, l'émir du Qatar s'est récemment vu attribuer des propos complaisants à l'égard de l'Iran, rival de l'Arabie saoudite pour le leadership régional. Ainsi, deux semaines après le discours anti-iranien du président américain Donald Trump, et si les analyses sont nombreuses, il est fort probable que la crise actuelle, la plus importante depuis la création du Conseil de coopération du Golfe en 1981, soit une manœuvre saoudienne pour remettre le Qatar dans le rang et tenter d'isoler l'Iran. Ces tensions sont donc le fruit d'un désaccord géopolitique entre les pays du Golfe, mais révèlent par ailleurs une crise politique profonde dans cette région.



La plupart des pays à l'instar de la France, l'Iran, le Koweït et la Russie, ont appelé au dialogue, même si plusieurs États d'Afrique subsaharienne se sont rangés du côté du puissant acteur économique et humanitaire saoudien. Alors que le président Trump s'est joint aux accusations formulées contre le Qatar, d'autres officiels Américains, sans doute pour protéger la pérennité de leur base aérienne stratégique dans ce pays, ont appelé à l'allègement des sanctions et souligné les « efforts » de Doha contre le terrorisme. En parallèle, en soutenant le Qatar et se proposant comme médiatrice, la Turquie s'est démarquée par la clarté de sa position. L'exportation de denrées alimentaires a été une aubaine économique et de communication pour Ankara et Téhéran. En plus de soutenir un pays avec lequel elle a de nombreuses accointances idéologiques et politiques, la Turquie souhaite dénouer la crise comme le ferait la puissance moyenne émergente qu'elle aspire à être.

En somme, alors que les États et citoyens du Golfe se voient régulièrement accusés de soutenir des groupes radicaux ou terroristes et que les pays s'accusent même entre eux, la crise actuelle est davantage à comprendre au prisme du rapport de force régional entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Elle met par ailleurs en lumière les positionnements de plusieurs pays et leurs aspirations sur la scène régionale.

\* Kymnet Altan